

Familles de disparus et de victimes du terrorisme

Un rassemblement pour exiger vérité et justice

Une première depuis le début de la tragédie nationale 1992, les familles de disparus et les victimes du terrorisme se sont mises d'accord pour mener un combat commun en vue de faire la lumière sur les années noires et de rendre justice à toutes les victimes sans exception. Le rapprochement entre ces catégories de la société s'est soldé hier par un sit-in à la Place du 1er-Mai à Alger.

Sous haute surveillance policière, les manifestants, une centaine environ, la plupart des femmes âgées, ont scandé : « le peuple veut la vérité sur les disparus », « le peuple veut un Etat de droit ». Le représentant des l'organisation SOS disparus, Hassan Ferhati, a déclaré à la presse que cette action s'inscrit dans le cadre des efforts que mènent les familles de disparus et les familles de victimes de terrorisme pour l'avènement de la vérité et la tra-

duction des responsables de la tragédie devant les tribunaux. « Nous sommes ici pour dire non à l'impunité et à l'injustice. Nous réclamons la vérité sur le sort de tous les disparus. Nous saisissons cette occasion pour dire au président de la CNSPPDH, Me Farouk Ksentini, que nous allons continuer notre combat. Pourquoi refusez-vous le débat franc et préférez nous attaquer depuis les plateaux de la télévision algérienne? Pourquoi avez-vous peur de la vérité ? », « Mon fils a été arrêté le 19 septembre 1995 par des policiers, depuis il n'a pas donné signe de vie. Je veux connaître son sort. Même mort qu'ils nous le disent. Nous ne pouvons pas rester dans cette situation », nous a affirmé une femme âgée. Une autre intervient et dira : « Mon fils Menouar a été arrêté à la mosquée de Larbaâ en 1997, il n'a, depuis, donné aucun signe de vie. J'ai

frappé à toutes les portes sans que j'obtienne d'information sur son sort... ». Elle ajoute : « sa disparition a laissé un vide à la maison, nous souffrons en silence. Nous ne savons plus quoi faire ou à qui nous adresser ». Des posters des personnes disparues étaient présents au rassemblement.

Ils portent le nom et prénom de la personne et la date de sa disparition. Notons que des membres du groupe « Bezzef » et du Comité national pour la défense des droits des chômeurs ont assisté à cette action à titre de solidarité avec les organisateurs. A signaler dans ce cadre qu'un jeune militant de la Coordination nationale pour le changement et la démocratie, CNCD d'Oran, Younes Merabet a été arrêté par les services de sécurité et relâché en début d'après-midi.

Younès Saadi